

Discours du Président de la Région Bretagne

Loïg Chesnais-Girard

Congrès des Régions de France

Jeudi 28 septembre 2023 à Saint-Malo

Seul le prononcé fait foi

Madame la Première Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président du Sénat,

Madame la Présidente de Régions de France, chère Carole,

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de région,

Monsieur le Président du CESER de Bretagne,

Monsieur le Président du CESER de France,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs,

Chers tous,

D'abord, je veux vous dire à quel point la Bretagne est heureuse de vous accueillir, toutes et tous, pour ce congrès des Régions, ici à Saint-Malo, au Palais du Grand Large. Je remercie toutes celles et ceux qui ont permis l'organisation de ce congrès.

Ce congrès est pour moi l'occasion de rendre un hommage, un hommage à cette extrémité occidentale, ce bout d'Europe et ses constellations d'îles dans l'océan, cette terre de traditions furieusement ancrée dans la modernité, regorgeant de

paysages aimés qui façonnent les imaginaires et ancrent les appartenances, qui parle plusieurs langues, territoire de liberté et d'humanité, solidement enraciné et ouvert sur le monde.

La France est une et multiple. Comme l'Europe dont elle est une partie de l'ensemble ; comme ses régions qui la composent et dessinent un tout.

Ses régions elles-mêmes sont faites de départements, imbriqués d'agglomérations, constellées de communes, parsemées de quartiers... chaque ensemble et chaque sous-ensemble revendiquant singularités et spécificités.

Rien d'extraordinaire, je ne connais pas de pays qui soit un bloc d'une homogénéité absolue. Et heureusement !

Et les organisations politiques sont toutes aussi variées.

La France, comme chaque région qui la compose, a son histoire qui a conduit à l'organisation territoriale que nous connaissons aujourd'hui. Elle n'est pas née en un jour, et pas sans heurts ni douleurs. Rappelons-nous le chemin parcouru depuis les années 50 ! De Gaulle, en 69 à Quimper, avait déjà parfaitement préfiguré ce que devaient être les Régions : un « *cadre nouveau de l'initiative, du conseil et de l'action pour ce qui touche localement la vie pratique de la nation* ». Deux vagues de régionalisation ensuite, un regroupement... On trouvera toujours à redire, à redécouper – on pourrait aussi parler du redécoupage de la Bretagne, au passage, chère Christelle, dont la réalité administrative ne recoupe pas le territoire historique mais ça fonctionne.

Force est de constater que les Régions, comme entités politiques et administratives, en dépit des écueils et des moyens limités, sont une réussite !

Je vous donnerai trois exemples :

- Les TER. Sans fiscalité dédiée, les Régions ont su investir dans des infrastructures qui ne leur appartiennent pas mais qui permettent de proposer un moyen de transport décarboné, au bénéfice des habitantes et des habitants. C'est désormais un meilleur service public de transport pour les citoyens. Et nous pourrions aller encore plus loin ! Nous savons qu'un accord a été trouvé avec l'Île-de-France sur le financement des mobilités. Comme Clément Beaune s'y est engagé hier, nous devons avancer pour les autres régions. Engageons-nous dans un travail collectif.
- Deuxième exemple : les lycées. Alors qu'un scandale secoue le Royaume-Uni depuis la rentrée, du fait de l'état déplorable de leurs bâtiments scolaires, nous pouvons nous réjouir de ce côté de la Manche. Car, confiés aux Régions, aux départements pour les collèges, aux communes pour les écoles, les bâtiments qui accueillent nos enfants font l'objet de beaucoup de soins. Ce ne sont pas que des murs, c'est un lieu de vie pour notre jeunesse. C'est, comme le dit si bien Mona Ozouf, « *le cœur de l'entreprise républicaine [...], le lieu où on professe la perfectibilité indéfinie et la prise de l'homme sur son destin* ». Ainsi, j'aurai le plaisir d'inaugurer demain, à Ploërmel, le nouveau lycée Mona-Ozouf. Je vous invite à découvrir cette femme, à la lire. Cette bretonne furieusement républicaine, si ancrée dans notre histoire, notre identité et nos racines. Une bouffée d'oxygène que de la lire et de l'enthousiasme pour l'avenir.
- Troisième exemple, enfin : les canaux. Je me permets là un exemple typiquement breton. Patrimoine militaire, industriel... depuis une dizaine d'années, suite au transfert de l'État, les canaux bretons sont gérés par les agents de la Région. Avec brio. Tant sur l'aménagement des berges, le

déploiement des mobilités douces, le développement du tourisme fluvestre, la protection de la biodiversité, le réservoir d'eau douce que représente ce réseau... Notre patrimoine fluvial bénéficie aujourd'hui d'un second souffle, comme les territoires qu'il traverse, du Centre Bretagne notamment, qui bénéficient d'une nouvelle énergie insufflée par les partenariats locaux.

Vous avez dit l'année dernière ma chère Carole -et Madame la Première Ministre a repris le terme ensuite- que nous étions ensemble une « *équipe France* ». Je partage cette vision.

C'est ensemble, toutes les collectivités, quel que soit leur niveau, qui composent l'équipe France. De la maire de village au président de la République.

Madame la Première Ministre, vous avez rappelé l'année dernière à Vichy qu'il fallait, je vous cite, « *tenir compte des spécificités de chaque territoire, de leur diversité, de leurs atouts et de leurs fragilités* » et d'ajouter qu'il fallait « *donner des marges de manœuvres aux uns et aux autres et [nous] faire confiance pour expérimenter et innover* », avec une véritable lisibilité sur les moyens alloués.

Je vous rejoins totalement.

Et je suis d'accord avec vous : « *seul le collectif permettra de réussir* ». Faut-il qu'il soit bien organisé, ce collectif, et bien armé, pour relever les défis et mener les combats. Une troupe nombreuse mais désorganisée et mal équipée, n'enchaînerait que déconvenues et débâcles... jusqu'à la défaite.

Or, les défis auxquels fait face la France, la touchent et la dépassent à la fois :

- L'action contre le dérèglement climatique ? Nous devons fermer la parenthèse des énergies fossiles,
- L'enjeu de la sécurité mondiale, compromise notamment par la guerre qui fait rage à nos portes, sur le continent européen,
- Enfin, et les évolutions des deux périls que j'ai cités précédemment détermineront aussi l'ampleur de ce troisième défi : la gestion des migrations. Permettez-moi de préciser, la gestion, sans naïveté mais empreinte d'humanité des migrations, d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ces défis nous y faisons déjà face, et nous devons encore, tous, y faire face, individuellement et collectivement. Qu'on soit malouin, breton, français, européen, ou tout cela à la fois, corse ou martiniquaise, occitan ou des Haut-de-France, parisienne ou de Castelmoron-d'Albret. De quelque territoire que l'on vienne, face à ces défis, nous devons toujours conserver une seule et même boussole : le sens de la République et les valeurs de la démocratie.

Et c'est ici certainement le plus grand des combats que nous avons à mener ensemble, *équipe France*.

Nous l'observons, il y a un risque de fissure dans nos fondations mêmes.

A l'international, nous voyons les populations vivant dans des démocraties se réduire comme une peau de chagrin. En 2023, moins de la moitié de la population mondiale vit dans une démocratie.

Aujourd'hui, plus d'une personne sur 3 dans le monde vit sous un régime autoritaire ou une dictature.

Au national, nous voyons les extrêmes gagner du terrain, les contestations se radicaliser, le dialogue démocratique indifférer.

En Bretagne aussi, pourtant réputée région ouverte et accueillante, qui a toujours connu une faible représentation de l'extrême-droite, nous nous retrouvons confrontés à une multiplication d'actes haineux et hostiles aux valeurs d'ouverture et de solidarité que l'on défend ici.

Les attaques contre les symboles de la République ne datent pas d'hier. Mais aujourd'hui ce sont des élus de la République qui sont attaqués, violemment, et dont la vie est menacée.

Je pense à Jean-Yves Rolland, de Callac, mais je pense tout autant à Yannick Morez puis Dorothée Pacaud de Saint-Brévin les-pins, qu'à Vincent Jeanbrun de l'Hay-les-Roses.

Il y a une violence sociale latente, qui croît avec la montée de l'inflation, de l'exclusion, du déclassement, de la paupérisation et de la peur. Il y a ce sentiment chez certains de nos concitoyens qu'il faut casser le système, que nous ne servons plus à rien !

Aussi, il faut renouveler le contrat social. Pour cela, il faut un pacte entre nous, gouvernement et collectivités : chacun à son poste. En ordre de bataille, sans nier nos différences.

Chacun dans ses champs de compétences, doté des moyens qui lui permettent d'être véritablement opérationnel et efficace, bref, autonome. La politique en circuit-court. Non pas juste pour son pré carré, mais au bénéfice de l'ensemble. Les grands défis supranationaux appelant une réponse nationale, forte de la puissance d'un collectif soudé, uni par des objectifs communs. Les problématiques locales, appelant des solutions adaptées, au plus près des besoins, taillées sur mesure par les autorités de proximité.

Aussi, que tous les échelons de pouvoir ne promettent pas tout à tous, car nous ne ferions que renforcer la défiance à l'égard de la puissance publique.

Chacun à son poste, dans un esprit de soutien et de coopération. C'est un changement d'état d'esprit qu'il nous faut mettre en œuvre. L'efficacité passe par le travail en commun, y compris, au passage, pour les agences de l'Etat.

Vous l'avez également dit, Madame la Première Ministre, « *pour être efficaces, nous devons associer toutes les collectivités. Le cloisonnement serait une erreur* ».

C'est dans cet esprit que la Bretagne a travaillé un socle de propositions pour une République des territoires aux fondements démocratiques fortifiés, que je vous ai confié. Monsieur le Président du Sénat, ne vous inquiétez pas, je vous ferai parvenir également une copie.

Ces propositions sont issues d'un dialogue transpartisan que je salue aujourd'hui car plusieurs des conseillers régionaux sont dans la salle. Ce travail est le fruit des leçons tirées des expériences de la décentralisation et des tentatives de déconcentration des dernières décennies.

Ainsi, sans dévoiler l'entièreté du rapport, ces propositions visent à sécuriser l'atterrissage de politiques nationales à l'échelon régional, en Bretagne ou ailleurs, car nos réflexions sont aussi de portée nationale.

Ainsi, il a été identifié que la concertation, à l'échelle régionale, fonctionne. À l'exemple de la Conférence Régionale de la Mer et du Littoral. Organisée par la Région, elle a été utile et efficace pour le déploiement des énergies marines renouvelables. Et si autoriser la concertation n'appelle pas de moyens supplémentaires, cela demande à être confirmé et renforcé.

Au passage, puisque je parle de la mer, laissez-moi vous dire qu'on doit tout ensemble nous occuper du sujet de la pêche, de nos marins-pêcheurs, qui marins-pêcheurs européens sont les plus puissants défenseurs de la biodiversité

par rapport aux autres pêches dans le Monde et notamment la pêche issue de pays lointains et de bateaux usines avec à bord des hommes et des femmes qui malheureusement pourraient être qualifiés d'esclaves. Nous avons besoin de travailler cela. Breton que je suis, je veux bien entendu protéger les dauphins mais je veux aussi protéger mes pêcheurs.

Par ailleurs, certains dispositifs fiscaux gagneraient à être rénovés, tout en demeurant à enveloppe constante. Inspirons-nous du Pinel breton ! Accepter que la cartographie du Pinel ait pu être pensée *par les élus locaux à l'échelle régionale* a été un réel vecteur d'efficacité. Poursuivons avec le zonage des politiques de l'habitat. Un maire et son intercommunalité saura toujours mieux le faire qu'un conseiller à Paris sur son tableur Excel.

D'autres dispositifs, d'autres compétences, appelleront en revanche davantage de moyens. Il s'agira d'abord d'opérer des arbitrages dans nos choix de politiques publiques et d'identifier les gains et marges de manœuvres dans nos organisations, des collectivités à l'État. Cette exigence d'efficacité doit se retrouver à tous les niveaux. Et nécessairement, cela posera bien entendu le sujet de la fiscalité. Une rénovation est nécessaire à l'échelle européenne, comme à l'échelle locale.

Il faut donc avoir le courage d'ouvrir le débat. Ce débat sur la fiscalité dépasse l'aspect strictement financier, c'est un débat sur la responsabilité et sur la confiance.

Sortons donc de la foire aux vanités et aux prétentions et faisons front commun. La question n'est plus de savoir aujourd'hui qui gagne quoi mais comment s'organiser pour redonner du souffle à notre démocratie. Nous avons une

responsabilité qui va au-delà de l'immédiat gestionnaire. Nous devons redonner du sens à l'expérience républicaine.

Pour les femmes et les hommes qui habitent nos régions, qui habitent notre pays et qui peuvent s'en sentir exclus. Ce sont bien eux les destinataires de l'action publique, les bénéficiaires des services publics et les dépositaires de l'intérêt général. Nos décisions, nos actions n'ont de sens que parce qu'elles se traduisent dans leur quotidien, dans leurs vies.

Pour la jeunesse aussi, qui, je l'espère, nous remplacera. Et ils ont des rêves plein les poches.

Un pays, une région, ce n'est pas qu'un projet sur le papier, c'est aussi une volonté à mettre en œuvre.

Je vous remercie.